

### Pourquoi ce bulletin ?

« Réinventons Quetigny » est un collectif citoyen représenté au Conseil Municipal de Quetigny. Son action et ses prises de positions se situent d'abord dans le cadre de notre ville ou de l'agglomération mais nous sommes aussi citoyens du Monde, sensibles aux événements dramatiques sur notre planète : oppression du peuple ouïghour par la dictature chinoise ; agression du peuple ukrainien par l'impérialisme russe, martyre du peuple palestinien de Gaza dont les enfants meurent par milliers sous les bombes...

Ce bulletin est consacré au conflit israélo-palestinien qui dure depuis 75 ans, plus sanglant et plus inhumain à chaque étape de son développement. Après avoir condamné les atrocités du Hamas à l'encontre de civils Israéliens, nous ne pouvons pas rester muets devant ce qui, à Gaza, s'apparente au fil des jours à un début de génocide.

Quelles sont les raisons de cette guerre interminable ? Pourquoi l'impuissance de l'ONU à la réduire ? Voilà les questions auxquelles nous voulons apporter, modestement, des éléments de réponse dans ce bulletin. Avant tout par solidarité avec les populations palestiniennes, mais aussi israéliennes, victimes de ce conflit.

### Halte au massacre à Gaza !

Beaucoup de gens disent : « c'est compliqué, tout ça », « les torts sont partagés », « le terrorisme, c'est ça le problème ». Compliqué ? Bien sûr, rien n'est simple dans les toujours sales guerres. Mais quoi ?

Porteurs de certaines valeurs, nous ne pouvons pas être neutres dans le conflit centenaire entre Juifs et Arabes qui ensanglante le Proche Orient.

Car le 7 octobre n'a pas été pas un coup de tonnerre dans un ciel serein. Avec des méthodes terroristes effroyables qu'on ne peut que condamner sur les plans humain et moral, le HAMAS a (re)mis au-devant de la scène la question de l'existence même du peuple palestinien dont tous les droits sont bafoués depuis 75 ans. Qu'il l'ait fait par des massacres de civils ne disqualifie en rien la justesse de la cause palestinienne que la communauté internationale avait passée par pertes et profits... impérialistes, avec l'hypocrisie qu'on lui connaît.

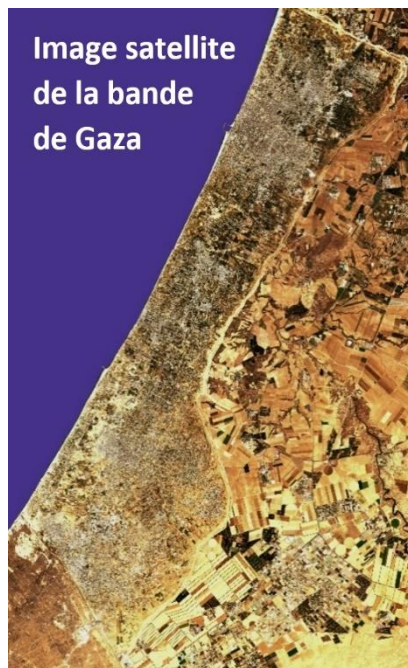
Une de nos valeurs capitales est le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Tout comme nous sommes du côté des Ukrainien·ne·s face à l'agression de l'impérialisme russe, nous sommes au côté des Palestinien·ne·s, comme nous serions favorables à un État pour les Juifs s'il ne spoliait pas un autre peuple.

Or la Palestine, généreusement attribuée aux Juifs par le Royaume-Uni qui en était mandataire, n'était pas une « terre sans peuple ». Sa colonisation a duré tout au long du XXème siècle jusqu'à nos jours en passant par 1948 (création de l'État d'Israël « juif et démocratique ») avec son cortège de guerres, de massacres de civils, de terrorisme, de racisme, de déportation, de vols de terres, de destructions, de négation de l'autre et d'humiliations.

L'État d'Israël est fondamentalement un État colonial de peuplement qui pratique l'apartheid en faveur de la population juive, au détriment de la population palestinienne autochtone qui n'a pas à payer, au prix de son propre génocide, le génocide et les crimes commis en Europe par les régimes nazi et fascistes dans la première moitié du XXème siècle.

Il n'y aura pas de paix sans justice, ni là-bas, ni nulle part !

Image satellite  
de la bande  
de Gaza



## Les tensions en Palestine : quelques bornes chronologiques

- En **1917**, Lord **Balfour** propose un "*foyer national juif en Palestine*". Des colons juifs d'Europe s'y installent peu à peu.
- Après la mise à mort par les Nazis de 6 millions de juifs d'Europe, l'ONU vote en **1947** le **plan de partage** (rejeté par les Arabes) de la Palestine en deux États, l'un juif et l'autre arabe, avec Jérusalem sous contrôle international.
- Le 14 mai **1948** (fin du mandat britannique), Ben Gourion proclame l'État d'Israël (capitale Tel-Aviv). La guerre israélo-arabe éclate ; c'est la **Nakba** (catastrophe) : 400 villages rasés, 800 000 Palestiniens chassés. En janvier **1949**, la Cisjordanie (dont Jérusalem-Est) revient à la Jordanie, la bande de Gaza à l'Égypte.
- Après l'**affaire de Suez (1956)**, où Français, Anglais et Israéliens sont désavoués par l'ONU, l'Égyptien Nasser s'allie à la Syrie et à la Jordanie contre Israël. La **guerre des Six jours (1967)** est une débâcle pour les Arabes. Jérusalem-Est, Cisjordanie, bande de Gaza, Golan, Sinaï sont occupés ; la colonisation israélienne s'y étend.
- Le **6 octobre 1973**, Égypte et Syrie lancent l'attaque surprise du **Kippour**, qu'Israël a du mal à arrêter.
- **1979** : les accords de **Camp David** (entre Sadate et Begin, avec Carter) font espérer la paix... mais en **1982** Israël envahit le Liban ; massacres commis par des milices chrétiennes dans des camps de réfugiés palestiniens. L'**Intifada**, révolte palestinienne, se déclenche en **1987**.
- En **1993**, à **Oslo**, Israël (Rabin) et OLP (Arafat) s'accordent ; 70 % de la bande de Gaza et Jéricho sont évacués par Tsahal, l'Autorité palestinienne est reconnue. Mais **Rabin est assassiné** en **1995** par un extrémiste religieux juif hostile aux accords.
- Une nouvelle Intifada éclate en **2000**. Sharon réoccupe les villes autonomes de Cisjordanie, puis lance une vaste offensive en **2002**.
- En **2006**, les islamistes du **Hamas** remportent les élections, puis contrôlent Gaza après une lutte fratricide avec le Fatah d'Abbas. Israël établit le **blocus** de Gaza.
- Subissant des tirs de roquettes depuis **Gaza**, Israël y lance des attaques sanglantes en **2008, 2012, 2014**.
- En **2018** ouvre l'ambassade des U.S.A. à Jérusalem (provocation de Trump), ce qui provoque un bain de sang. Les rassemblements se multiplient à Gaza pour réclamer le **droit au retour** des Palestiniens.
- **Depuis**, aux **tirs de roquettes** du Hamas ont répondu des **raids meurtriers** de Tsahal (**2021, 2023**).



## Pauvre France...

Dominique de Villepin n'est pas de notre bord ! Mais il est captivant de justesse et d'envergure quand il parle de diplomatie : [youtube.com/watch?v=vY7lw54NiWM](https://www.youtube.com/watch?v=vY7lw54NiWM).

Quelle différence avec les moutons qui nous gouvernent !

Dans les heures qui ont suivi le 7 octobre, avant que de parler, il fallait *aboyer* au terrorisme. Prononcer LE mot était obligatoire. Toute analyse juridique ou politique des massacres était considérée comme superfétatoire.

La voie est ouverte à la police de la pensée et à la novlangue chère à Orwell. Pour Macron, antisionisme = antisémitisme ; mais d'autres formules viennent enrichir le lexique : résistance palestinienne = apologie du terrorisme ; critique d'Israël = antisémitisme ; Juifs de

France = citoyens d'Israël ; soutien aux Palestiniens = antisémitisme ; soutien à la Palestine = terrorisme ; on en oublie sans doute... Pour notre Président, Hamas = Daesh ! Et puis, il y a les phrases au sens subliminal : « Israël a le droit de se défendre » = « allez-y, massacrez » ; « pas de double standard » = « pas de décompte macabre » ; « selon le Hamas » = « c'est pas vrai ».

Et puis il y a les barbares « propres », ceux qui tuent les enfants en appuyant sur le bouton ouvrant la trappe d'un bombardier ; et ceux qui n'ont qu'un pauvre couteau.

Un génocide est peut-être en cours à Gaza. La France a envoyé un navire hôpital sur place, le *Tonnerre* ; il peut accueillir 4 blessés graves...

## Impuissance de l'ONU

Le 27 octobre dernier, l'Assemblée Générale de l'ONU a voté une résolution en faveur d'une « trêve humanitaire immédiate, durable et soutenue menant à la cessation des hostilités » : 120 pour, 45 abstentions et 14 contre (dont Israël et les USA). Résolution restée sans effet, comme des dizaines d'autres auparavant.

Si les USA ont voté la résolution 242 demandant le retrait de l'armée israélienne après la « guerre des Six Jours » (1967), ils ont bloqué à 43 reprises (droit de veto) les résolutions critiques envers Israël. Seule exception : une abstention en 2016 sur la résolution 2334 condamnant la colonisation en Cisjordanie.

Conforté par le soutien politique, économique et militaire des États-Unis mais aussi de l'Europe, Israël se moque bien des résolutions de l'ONU et continue sa politique de colonisation engagée depuis sa fondation en 1948, et d'apartheid depuis 2018.

Plutôt que de rester fidèles aux principes des droits de

l'homme et du droit international inscrits dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme votée par l'ONU en 1949, de nombreux États occidentaux ont préféré soutenir Israël, souvent pour de basses raisons de politique intérieure, se rendant ainsi complices des crimes commis à l'encontre du peuple palestinien.

Pour stopper l'impuissance de l'ONU à mettre en œuvre ses résolutions sur le conflit israélo-palestinien, les USA et l'Europe doivent adopter vis-à-vis d'Israël des moyens contraignants tels que sanctions économiques et arrêt de l'aide militaire, moyens qu'ils utilisent à l'encontre d'autres pays dans d'autres conflits. Pour ce faire, nous devons compter avant tout sur les nombreuses mobilisations des défenseurs des droits humains à la surface de la planète... y compris aux États-Unis où de nombreuses manifestations commencent à ébranler le soutien inconditionnel des dirigeants américains à la politique d'Israël à Gaza et en Cisjordanie.

## L'horreur à Gaza

En 1 mois de conflit (le 7 novembre), selon le ministère de la Santé palestinien (contrôlé par le Hamas), plus de 10 000 personnes ont été tuées à Gaza. Avec plus de 4 000 tués, un millier de disparus, des milliers de blessés, « Gaza est devenu un cimetière pour des milliers d'enfants. » (James Elder, porte-parole de l'UNICEF à



Genève). La directrice générale de l'UNICEF annonce que 221 écoles et plus de 177 000 logements ont été détruits ou endommagés.

Aucun endroit n'est sûr à Gaza. Selon l'UNRWA, Agence des Nations Unies pour les réfugiés palestiniens, sur 1,4 million de personnes déplacées, plus de 670 000 ont dû trouver refuge dans les écoles et sous-sols de l'Agence. La panique engendrée par la pénurie d'eau, de nourriture, de carburant... a poussé des milliers de personnes désespérées vers les entrepôts du Haut-Commissariat. Le système humanitaire subit un effondrement total.

L'OMS a signalé 34 attaques contre des établissements de soins de santé, dont 21 hôpitaux. 16 des 35 hôpitaux de Gaza ne peuvent plus fonctionner. Médecins Sans Frontières affirme que le seul hôpital public pour patients atteints de cancer est hors service du fait des attaques et du manque de carburant.

L'Institut Français de Gaza et le bureau de l'agence France-Presse ont été touchés par des frappes israéliennes. Reporters sans frontières (RSF) dénombre 41 victimes dont 36 Palestiniens parmi les journalistes depuis le 7 octobre. Des dizaines de travailleurs humanitaires ont aussi été tués, dont 89 employés de l'UNRWA, " le plus grand nombre de décès jamais enregistrés par les Nations Unies dans un seul conflit". Gaza risque d'être rayé de la carte si les États-Unis et l'Europe laissent faire les crimes de guerre de la riposte israélienne.

Génocide ? Certains l'affirment clairement. Craig Mokhiber, directeur du Bureau de New York du Haut-Commissariat des droits de l'homme à l'ONU écrit dans sa lettre de démission (du 28 octobre) : « Une fois encore, nous assistons à un génocide qui se déroule sous nos yeux et l'Organisation que nous servons semble impuissante à l'arrêter ».

## Quelle(s) solution(s) ?

Le problème est des plus complexes, et s'est posé dès la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, période où a commencé en Palestine, peuplée d'Arabes, l'immigration de Juifs fuyant antisémitisme et persécutions en Russie et Europe centrale. C'est en 1896 que Theodor Herzl a publié son livre L'État des Juifs, développant le projet *sioniste*. La question était d'emblée de nature coloniale : dès 1916, lorsque les accords secrets Sykes-Picot ont partagé des terres ottomanes en zones d'influence, "donnant" à la France Syrie et Liban, et à la Grande-Bretagne Jordanie, Irak et Palestine ; puis un an plus tard, lorsque Balfour a "offert" à la fédération sioniste un "foyer national juif".

Ne le reste-t-elle pas aujourd'hui, quand les "colons" israéliens « occupent » illégalement des terres au détriment des Palestiniens ? Tout cela rend bien difficile la recherche d'une « solution ». C'est, bien sûr, aux peuples concernés d'en décider, et il serait bien prétentieux de notre part de prétendre en proposer.

La « solution à deux États » est la plus ancienne, décidée par l'ONU en 1948 et répétée en boucle dans toutes les chancelleries : d'un côté, l'État d'Israël dans ses frontières de 1967 (avant la guerre des 6 jours) avec



Jérusalem-Ouest pour capitale et, de l'autre, un État palestinien comprenant la Cisjordanie et Gaza avec Jérusalem-Est pour capitale. Les accords d'Oslo (1993) devaient assurer la période de transition avec la création de l'Autorité palestinienne présidée par Mahmoud Abbas, chef du Fatah et successeur de Yasser Arafat.

Mais une série d'attentats suicides et la seconde Intifada, l'assassinat de Rabin, l'annexion de Jérusalem et du Golan, la colonisation rampante de la Cisjordanie, le blocus de Gaza consécutif à la prise du pouvoir par le Hamas dans l'enclave, une Autorité palestinienne corrompue et la fascisation de la société israélienne ont

créé une situation irréversible sur le terrain : les 700 000 colons fanatiques religieux disséminés dans une Cisjordanie morcelée rendent totalement illusoire la viabilité d'un État palestinien souverain. En pratique, les Palestiniens n'ont désormais plus rien à négocier... que leur existence.

Dès lors, et ce quel que soit le cadre étatique (État binational, confédéral ou fédéral), la seule chose qu'ils peuvent obtenir, c'est l'égalité des droits dans un État de droit réellement démocratique qui serait alors aussi le leur : l'État de tous ses citoyens.

## L'antisémitisme doit être fermement combattu

Depuis le 7 octobre, plus de 1 000 actes antisémites ont été recensés dans notre pays selon le ministère de l'Intérieur. Les actes de terreur du Hamas ont pu y contribuer par mimétisme imbécile pour certains, et les massacres de Gaza en ont certainement provoqué de nombreux autres par la rage et la vengeance qu'ils génèrent.

Ces actes sont inqualifiables et doivent être fermement condamnés. Rien ne justifie ces manifestations de racisme dont l'histoire nous apprend quels peuvent en être les prolongements tragiques. Elles doivent être combattues et sanctionnées.

Mais attention ! En France, les Droites rejointes par les Extrêmes Droites prennent la tête et organisent la lutte contre l'antisémitisme. De Darmanin à Le Pen, elles se servent des Juifs dans leur combat infect contre les Musulmans. Toute manifestation en faveur de la Palestine est considérée comme antisémite, et désigne, en arrière-plan, un ennemi intérieur : le jeune de banlieue, le Musulman en qui sommeille l'Islamiste, le Rom, l'étranger, le sans papiers et... les partisans d'une juste paix. Cette manière écœurante d'instrumentaliser la lutte contre l'antisémitisme, d'assimiler antisionisme et antisémitisme met les Juifs de France en danger en les assimilant aux sionistes massacreurs d'Arabes. On ne combat pas l'antisémitisme avec les racistes et les partisans de l'apartheid israéliens.

La solution à ce conflit ne se trouve ni dans la vengeance, ni dans l'antisémitisme ou l'islamophobie. Elle ne peut que surgir de la paix et la justice, en commençant par un cessez-le-feu immédiat à Gaza.

**Cette Lettre, publiée tous les 2 mois, traite de sujets locaux, nationaux, internationaux. Pour la lire, consultez régulièrement notre site web [reinventonsquetigny.com](http://reinventonsquetigny.com)**